

14 février 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, en réponse aux questions de jeunes internautes, sur le terrorisme, l'environnement, les relations entre la religion et l'Etat, les OGM, l'utilisation de l'espace, le développement des pays les plus pauvres, la composition du Conseil de sécurité de l'ONU et la connaissance de l'univers, le 14 février 2000.

Question : Certains Chefs d'Etat comme certains groupes terroristes prennent des populations en otage. Comment se fait-il que l'on accepte de négocier avec les premiers alors qu'on refuse de le faire avec les seconds ?

Le Président : Le terrorisme est inacceptable. Sous toutes ses formes. Négocier avec des terroristes, c'est une abdication, un engrenage délétère.

Contre le terrorisme, l'Etat doit impérativement agir dans le cadre de la loi et du droit. Ce principe est vrai pour la vie internationale aussi bien que pour la vie nationale. C'est la raison pour laquelle nous construisons un système mondial de lutte contre ce fléau, destiné à définir les obligations réciproques et les droits de tous les Etats dans leurs actions à l'encontre de ceux qui commettent des attentats, de ceux qui les financent ou de ceux qui les protègent. Il ne doit y avoir aucun havre de paix pour les terroristes.

Dans certains cas, nous avons eu recours à des moyens exceptionnels pour pallier les insuffisances d'un droit international en gestation. Ainsi, à la suite d'attentats meurtriers contre des avions des compagnies PANAM en 1988 et UTA en 1989, le Conseil de sécurité des Nations unies avait imposé en 1992 des sanctions contre la Libye. Les autorités libyennes ont fini par accepter les procédures judiciaires engagées contre les suspects. C'est la preuve de la supériorité de l'approche légaliste par rapport aux tentations de la négociation ou du recours unilatéral à la force.

Votre question fait aussi allusion à un autre phénomène : que faire contre des Etats qui se livrent à des violations massives du droit humanitaire ou des droits de l'homme ?

Un très grand progrès vient d'être accompli en juillet 1998 à Rome, avec la conclusion de la négociation du statut de la Cour pénale internationale. Bientôt, elle sera à pied d'oeuvre. Alors, plus aucun chef d'Etat ou de gouvernement, plus aucun responsable militaire ne pourra commettre impunément ces crimes qui bouleversent la conscience de l'humanité.

Pour ce qui me concerne, je suis déterminé à ce qu'en Europe il ne soit plus jamais possible de " prendre des populations en otage ". Voyez comment nous avons agi pour mettre fin à la scandaleuse épuration ethnique qu'avait entamée Milosevic au Kosovo et pour engager la pacification durable des Balkans.

Ma conviction, c'est que l'époque où les Etats pouvaient tout se permettre, au nom de leur souveraineté, est révolue. Nous assistons à la naissance d'une conscience universelle, d'une nouvelle société internationale qui fixe les droits et les devoirs des Etats. C'est un processus long et complexe. C'est un très grand progrès dans la construction d'un monde pacifique et

et complexe. C'est un très grand progrès dans la construction d'un monde pacifique et démocratique.

Question : Faut-il un ordre écologique mondial dont la première mission serait la reforestation de la planète ? Si oui, pouvez-vous nous présenter concrètement ses actions prioritaires ?

Le Président : L'une des grandes conséquences de l'ère industrielle, c'est le pouvoir de l'homme de modifier les conditions générales de l'écologie de la planète. Autrefois, les effets de l'activité humaine étaient localisés. Désormais, ils se cumulent et aboutissent à des dégradations générales.

Il est difficile d'établir des priorités, car toutes les atteintes peuvent être graves. Néanmoins, je placerais en tête la question du changement climatique, car elle menace directement nos conditions de vie à moyen terme. Il me semble que la question des ressources en eau douce doit également faire l'objet d'une attention plus soutenue. Le monde est menacé de pénurie et des millions de femmes et d'hommes meurent chaque année de maladies acheminées par l'eau. Cette situation est d'autant moins acceptable que les solutions pour une bonne gestion de ces ressources existent déjà. Enfin, nous ne pouvons rester passifs devant la déforestation, la dégradation des sols et la désertification.

Les autres atteintes à l'environnement, et je pense d'abord aux problèmes qui touchent à la biodiversité, comme la disparition d'espèces animales ou végétales, relèvent pour leur part d'actions à plus long terme, qui sont également prioritaires, mais moins urgentes.

A mon sens, mieux gérer notre environnement pour laisser aux générations futures une planète saine requiert une action déterminée dans quatre directions.

Région par région, les Etats doivent mettre au point des politiques communes de protection de l'environnement, comme l'Union européenne a commencé à le faire.

Le moment est venu de créer, au niveau mondial, une organisation chargée d'établir les règles générales de l'environnement et de les faire respecter.

Mais plus encore, il faut engager la transformation de nos modes de production et de consommation, pour mettre un terme au gaspillage effréné des ressources naturelles. C'est une nouvelle révolution, la révolution du développement durable, mutation fondamentale de nos systèmes industriels, tâche prioritaire du XXI^{ème} siècle.

Pour tout cela, nous avons besoin d'une éducation à l'environnement. De même que l'on apprend à être citoyen, le moment est venu d'apprendre à devenir des habitants responsables de notre planète. Dans l'élaboration et la diffusion de cette nouvelle culture, le rôle du mouvement associatif, en liaison avec les pouvoirs publics, est fondamental. Et pour la jeunesse, c'est une grande mission.

Question : La communauté internationale vous donne les pleins pouvoirs pendant vingt-quatre heures. Que faites-vous ?

Le Président : Je suis un Président démocratiquement élu. Je viens d'un pays où l'on a appris que tout pouvoir doit être contrôlé. Je ne suis donc pas sûr qu'il faille confier à qui que ce soit les pleins pouvoirs, même pendant vingt quatre heures.

J'éprouve une autre réticence à l'égard de votre idée. Elle suppose qu'il existe des solutions idéales, des solutions absolues, qu'il suffit de connaître la bonne recette et d'avoir les instruments pour pouvoir l'appliquer.

Pourtant, si la communauté internationale me donnait les pleins pouvoirs pendant vingt quatre heures, je prendrais cinq décisions, qui peuvent avoir un effet immédiat.

Arrestation des responsables de génocides ou de crimes contre l'humanité, qui profitent des possibilités que leur laisse encore le droit international pour échapper à la justice. Le monde saurait ainsi que nul crime contre l'humanité ne peut plus rester impuni.

Envoi dans les pays en guerre des forces d'interposition internationales, pour faire cesser les combats, engager la réconciliation.

Annulation des dettes des pays les plus pauvres, pour qu'ils puissent s'engager sur la voie du développement et que leurs peuples sortent enfin de la misère.

Création des conditions d'accès de toutes les populations du tiers-monde aux traitements contre ces fléaux que sont le SIDA, le paludisme ou la tuberculose.

Lancement, enfin, d'un programme d'accès universel à l'éducation.

Question : Faut-il systématiquement séparer la religion et l'Etat ? Si non comment peuvent-ils coexister ?

Le Président : Il est très difficile, sur un sujet aussi délicat, aussi culturel et aussi lié à l'identité la plus profonde des pays, d'édicter une norme universelle. En France, la séparation de l'Eglise et de l'Etat a eu lieu en 1905. Notre pays est alors devenu une république laïque. Cela d'ailleurs ne s'est pas fait sans douleur et a été marqué, dans les premières décennies, par un anticléricalisme virulent lié, pour une part, aux relations très fortes et très anciennes qui avaient existé entre l'Eglise et la royauté. Aujourd'hui, dans notre pays, les relations Eglise-Etat sont placées sous le signe de l'indépendance et du respect mutuel. Notre attachement à la laïcité, qui est l'un des fondements de notre République, n'est pas un rejet de la religion, mais bien plutôt la volonté que soient respectés certains principes, tels que l'égalité des chances ou l'égalité entre les sexes. Ainsi, pour prendre un exemple, le foulard islamique n'est pas condamné comme signe ostentatoire d'appartenance à une religion mais parce qu'il est contraire au respect de ce principe d'égalité, notamment dans un certain nombre de disciplines.

En réalité, chaque pays a sur ce sujet sa propre personnalité et sa propre réponse. Notre république laïque diffère du Royaume-Uni où la reine est en même temps chef de l'Eglise anglicane, comme elle diffère des Etats-Unis, où la religion est intégrée à tous les rites d'Etat, à commencer par le serment sur la Bible que prononce chaque nouveau Président. Elle diffère encore bien davantage, naturellement, des républiques islamiques, véritables théocraties où l'Etat et la religion sont indissociables puisque la Loi religieuse, la Sharia, est la loi même de l'Etat, cela bien sûr avec des différences de degré.

Là encore, il est moralement et politiquement impossible d'imposer un principe général. L'on peut simplement défendre avec force les droits des hommes, des femmes, des enfants, la sauvegarde en tout lieu et en toute circonstance de la dignité et des libertés humaines. Ma réponse est donc celle-ci : chaque pays peut établir les relations qu'il souhaite entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux, parce qu'il y va de son identité, à condition que les droits fondamentaux de la personne humaine soient respectés, ce qui, malheureusement, est loin d'être toujours le cas.

Question : Les gens ont de plus en plus l'impression que leurs gouvernants sont coupés de la vie de tous les jours. Seriez-vous d'accord pour que tout chef d'Etat passe une semaine par an en immersion totale dans une entreprise, dans une école, dans un quartier difficile et dans une famille ?

Le Président : Il est vrai que les gens ont de plus en plus souvent cette impression, et il faut bien sûr prendre en compte cette critique et faire en sorte qu'elle devienne sans objet. Je ferai toutefois quelques observations qui nuancent ce propos. D'abord, c'est une évidence, les gouvernants sont des femmes et des hommes comme les autres, qui connaissent des épreuves et des joies, personnelles ou familiales, comme tous leurs concitoyens. J'ajouterai également qu'ils ont, de par leurs fonctions, la possibilité de vivre des expériences très différentes, de rencontrer des citoyens d'origines très variées, de voyager, de découvrir d'autres cultures, d'autres modes de pensée et de comportement, ce qui est l'occasion d'élargir leur horizon personnel.

Mais je crois qu'en fait, le décalage que vous évoquez est beaucoup plus lié au caractère des hommes qu'aux métiers qu'ils exercent.

L'important me semble être la volonté délibérée de garder le contact, d'aller à la rencontre de ses compatriotes, de multiplier les visites sur le terrain, d'écouter ce que les gens ont à dire, leurs inquiétudes, leurs aspirations. C'est pour cette raison que je vais le plus souvent possible dans les régions, dans toute la France. Personnellement, ces échanges me sont indispensables.

Question : Mangez-vous de la nourriture transgénique ? Au delà des batailles commerciales, comment comprenez-vous le véritable enjeu des OGM (organismes génétiquement modifiés) ?

Le Président : Comme chaque Français, je consomme des aliments qui ont fait l'objet de contrôles sanitaires rigoureux. Ces contrôles font constamment régresser les intoxications alimentaires. Les produits génétiquement modifiés ne doivent pas échapper à l'application stricte

de ces règles, ou de nouvelles règles qui leur seraient propres, comme l'étiquetage, quelles qu'en soient les conséquences commerciales.

Dans cette affaire, l'aspect commercial n'est cependant pas le plus fondamental. Pourquoi les aliments transgéniques déclenchent-ils dans nos sociétés de telles réactions de méfiance, voire de rejet ? C'est que ces aliments résultent de manipulations effectuées au cœur du vivant. Et tout le monde comprend intuitivement que nous franchissons là une frontière, que nous bouleversons la nature.

Les biotechnologies sont extraordinairement prometteuses. Amélioration des rendements agricoles, réduction de l'usage des substances chimiques dans l'agriculture, nouveaux modes de production " propres " des produits chimiques, voire des médicaments, telles sont les principales améliorations que l'on peut en attendre.

Mais les produits transgéniques sont un peu comme les médicaments. Il ne faut pas les mettre sur le marché sans avoir procédé à l'étude approfondie de leurs effets secondaires.

Des scientifiques affirment que certains aliments transgéniques pourraient être dangereux pour la santé, provoquant allergies et empoisonnements ou limitant à l'avenir l'efficacité des antibiotiques. Il faut lever ces incertitudes et analyser les effets des OGM sur l'environnement.

Peuvent-ils le contaminer ? Entraîner des mutations irréversibles ? Dégrader les écosystèmes ?

Face à ces lourdes interrogations, je ne suis certainement pas partisan d'une attitude malthusienne, fermée au progrès. Mais je suis déterminé à faire prévaloir le " principe de précaution " dès lors qu'un risque grave pour la santé humaine ou l'environnement pourrait être évoqué. Il faut dans ce cas s'abstenir de commettre l'irréparable.

Concrètement, nous devons intensifier et accélérer les recherches scientifiques sur les effets des OGM. Nous devons aussi mettre au point des procédures internationales agréées, à respecter avant toute mise sur le marché. C'est là que nous retrouvons le problème commercial.

Actuellement le droit international du commerce ne reconnaît pas suffisamment le principe de précaution. Il est impératif que nous parvenions à faire évoluer rapidement ce droit.

Question : L'espace va devenir une source de richesses exploitables. Sera-t-il patrimoine de l'humanité ou propriété de l'entreprise ou de l'Etat qui l'exploite ?

Le Président : Je ne suis pas sûr que l'on puisse prévoir quand l'espace deviendra une source de richesses exploitables. Des pistes existent, mais nous sommes encore très loin de toute installation industrielle dans l'espace. La recherche spatiale et l'activité dans l'espace n'en sont qu'à leurs débuts, les jeunes vivront des bouleversements immenses.

Nous devons déjà anticiper ces progrès. Vous le savez peut-être, les Nations unies ont tenu en juillet dernier la troisième conférence mondiale sur l'utilisation pacifique de l'espace. Il s'agissait de fixer, tous ensemble, les grandes orientations de l'activité internationale dans l'espace à l'avenir. Dans ces débats, il faut tenir ferme sur deux principes fondamentaux.

Premier principe : l'espace doit demeurer libre de toute appropriation par les Etats, ou par des entreprises. Les règles qui doivent y prévaloir sont du même ordre que celles qui régissent la haute mer, ou un continent comme l'Antarctique : libre et égal accès de tous les Etats, non-appropriation, liberté d'exploration et d'utilisation, coopération internationale et assistance mutuelle. Pourquoi cette insistance ? Pour nous épargner de lancer dans l'espace ces véritables guerres commerciales auxquelles nous nous livrons sur terre. Pour faire en sorte que, d'emblée, les utilisations de l'espace soient conformes aux usages les plus civilisés.

Second principe : l'utilisation pacifique de l'espace. Bien sûr, les satellites peuvent être employés pour l'observation militaire, ou les télécommunications. Mais il faut éviter à tout prix la transformation de l'espace en territoire militarisé, voire en champ de bataille.

Tout cela n'est pas acquis d'avance : à mesure que se développent les techniques, les tentations sont grandes, pour des entreprises ou des Etats, d'imaginer une appropriation des secteurs qu'ils souhaitent utiliser ou qu'ils jugent prometteurs. De même, certains Etats à la recherche d'armes plus puissantes sont tentés d'utiliser le potentiel de l'espace extra-atmosphérique. Il faut s'y opposer.

J'ai relevé avec intérêt la participation des jeunes à la conférence des Nations unies. Les organisateurs avaient eu l'heureuse idée de préparer un " Forum de la Génération de l'Espace "

organisateurs avaient eu l'heureuse idée de préparer un Forum de la Génération de l'Espace . Il est important que les jeunes soient associés à cette question majeure, dont ils auront à développer les progrès, à assumer les conséquences aussi, tout au long de leur vie. Je souhaite pour ma part que les jeunes de tous les continents prennent conscience de l'ampleur de l'aventure spatiale, pour que leurs pays s'y engagent à leur tour, pour qu'elle ne soit pas l'apanage d'un seul, mais bien une nouvelle épopée collective pacifique.

Question : Tout le monde, il y a 10 ans, 20 ans, 30 ans, a tenté d'imaginer l'an 2000. Comment à l'âge de 20 ans, imaginiez-vous l'an 2000 ?

Le Président : J'ai eu 20 ans dans les années 52/53. Je m'interrogeais sur les grandes orientations que le monde allait prendre, et ma vision était marquée par les incertitudes de la situation géopolitique d'alors.

La Seconde guerre mondiale était présente dans toutes les mémoires mais aussi dans la vie quotidienne. Nous étions en pleine guerre d'Indochine. Le monde vivait dans un contexte de guerre froide qui pesait sur les esprits. C'est assez dire que la paix n'était pas, comme aujourd'hui, un air que l'on respire naturellement. Elle était toujours à conquérir et à consolider, de même que l'Europe restait à construire.

En même temps, parce que j'avais vingt ans et parce que c'était profondément inscrit dans mon caractère, j'étais confiant, optimiste, avec le sentiment que tout était à portée de volonté et d'imagination. C'était une période un peu aventureuse de ma vie, je m'étais engagé comme pilotin sur un cargo, j'avais une soif immense de découvertes, de voyages. Le monde paraissait ouvert. J'avais le sentiment qu'un extraordinaire élan, dans tous les domaines, naissait sur les décombres de la guerre, que tout allait s'accélérer, qu'il fallait être vigilant car rien n'était moins certain que la sauvegarde des libertés fondamentales.

Pour revenir précisément à votre question, j'étais en réalité assez loin des films d'anticipation qui décrivaient le monde de l'an 2000. J'avais surtout, comme beaucoup d'entre nous, un formidable désir de le construire.

Question : Les progrès techniques et scientifiques ont bouleversé les relations qu'ont les hommes entre eux et augmenté leurs possibilités d'autodestruction.

Compte tenu de cette évolution, quel est d'après vous, l'avenir du genre humain au cours du 3ème millénaire ?

Le Président : La science et la technique bouleversent les relations qu'entretiennent les hommes entre eux, abolissent progressivement les distances et le temps. Il n'existe désormais plus un lieu au monde qui puisse vivre durablement dans l'isolement.

Ce n'est pas la seule mutation. L'emprise de l'homme sur la terre a atteint des proportions naguère inimaginables. Emprise géographique : presque tous les sites naturellement propices à la vie humaine sont désormais cultivés ou urbanisés. Les autres sont de plus en plus souvent fertilisés par l'ingéniosité humaine. Emprise militaire : l'homme s'est doté, au cours de ce siècle, d'une puissance de destruction inégalée. Emprise intellectuelle : nous commençons à pénétrer les secrets de la matière et du vivant. Emprise écologique : jusque récemment, l'action de l'homme avait un impact limité à son environnement immédiat. Aujourd'hui, nous devons apprendre à vivre dans une nature que nos décisions affectent durablement.

Certains s'inquiètent : ils craignent que l'aveuglement dont les hommes se montrent parfois capables les conduise à la destruction de l'humanité. Ils craignent que l'homme joue l'apprenti-sorcier.

Je suis pour ma part convaincu que l'humanité porte en elle le pouvoir de maîtriser sa puissance, de l'utiliser à des fins bénéfiques. Mais je suis également lucide et persuadé que la nouvelle étape de notre civilisation, c'est l'élaboration et la mise en pratique d'une éthique universelle, des règles nécessaires à l'usage bénéfique de cette puissance accrue.

Il nous faut de nouvelles lois pour mettre un terme à la prolifération des armes de destruction massive et pour la prévention des conflits.

L'homme peut intervenir au cœur du vivant, par les manipulations génétiques des plantes, des animaux, de l'être humain aussi. Il est urgent que soient établies les normes évolutives d'une bioéthique universelle.

L'homme peut épuiser les ressources naturelles. Il est temps que soient appliquées les règles du développement durable.

Au cœur même de cette nouvelle étape, une impulsion en faveur d'un développement économique mieux réparti sur l'ensemble du monde est nécessaire, car l'écart de richesse entre le Nord et le Sud devient une grande entrave à la réalisation de ces objectifs.

Question : Si aujourd'hui vous étiez le chef d'Etat d'un des sept pays les plus pauvres de la planète, que proposeriez vous pour faire de ce pays une " start-up " du 3ème millénaire ?

Le Président : Le développement nécessite avant tout d'être fondé sur les deux piliers essentiels que sont la démocratie et l'éducation.

Je pense qu'un pays qui ne respecte pas les droits de la personne humaine ne peut pas réussir. La démocratie est le meilleur système pour encourager les initiatives et donner à chacun, femme ou homme, des chances de réussite dans la vie.

L'éducation est le moyen fondamental du développement. Il faut assurer l'égalité d'accès entre les jeunes gens et les jeunes filles et leur donner les clés de la réussite. Elles sont, grâce aux nouvelles technologies de l'information, plus facilement à la portée de tous. Mais il faut faire très attention à éviter une nouvelle coupure du savoir et permettre réellement aux pays les plus pauvres l'accès à ces nouvelles technologies.

Mais les pays les plus pauvres ont aussi besoin de la solidarité des pays les plus riches pour les aider à se développer. Ils ne peuvent pas compter uniquement sur leurs propres forces. Une " start-up " est confrontée au même problème, même si on ne se situe évidemment pas dans la même dimension.

A cet égard, je ne vous caherai pas mon inquiétude. Le maintien d'un niveau suffisant d'aide publique au développement est indispensable pour créer les infrastructures de base que les capitaux privés ne peuvent pas, à eux seuls, réaliser. Or, l'aide publique au développement en provenance des pays les plus riches diminue dangereusement. Cela risque de conduire les pays les plus pauvres à une exclusion du grand mouvement de la mondialisation, ce qui serait dangereux pour l'équilibre du monde et humainement inacceptable.

Question : L'économie joue un rôle de plus en plus important dans notre monde. Pensez-vous qu'un jour, on sera citoyen d'une multinationale et non plus d'un Etat ?

Le Président : Bien sûr que non ! Il est vrai que l'économie joue un rôle de plus en plus essentiel. Dans le grand marché mondial, aucune nation ne peut faire cavalier seul sans connaître un déclin grave, comme le montrent certains pays qui continuent à faire le choix de l'autarcie. Nous sommes liés les uns aux autres, parfois pour le pire, car les écarts entre les pays ne cessent de se creuser, mais aussi pour le meilleur car c'est grâce à la mondialisation que de nombreuses nations ont " décollé " et voient leur niveau de vie s'élever.

Pour autant, le besoin d'enracinement, l'attachement à sa patrie, à sa culture, à sa région n'ont jamais été aussi profonds. Justement, peut-être, à cause des inquiétudes diffuses engendrées par la mondialisation. Nous sommes donc citoyens du monde et, en ce qui concerne beaucoup d'entre-nous, citoyens enthousiastes de l'Europe. Mais nous sommes et nous serons toujours citoyens de notre pays. Nous avons culturellement et affectivement besoin de ce lien primordial, comme nous avons politiquement besoin des Etats. En effet, la responsabilité des Etats demeure essentielle, notamment pour assurer l'égalité des chances, pour mettre en oeuvre les solidarités nécessaires et pour garantir la sécurité. Les dirigeants des Etats doivent veiller à ce que l'épanouissement des hommes reste toujours la finalité de nos sociétés. C'est aux Etats qu'il revient de lutter contre les effets pervers de la mondialisation, d'en maîtriser les risques, précisément pour que le monde ne devienne jamais une gigantesque multinationale déshumanisée, perspective qui relève, heureusement, de la politique-fiction.

Question : D'après vous, n'est-il pas indispensable pour donner un rôle fort à l'ONU, que des grands pays comme le Brésil, l'Inde, le Japon et l'Allemagne puissent rejoindre les membres permanents du Conseil de sécurité ?

Le Président : Je suis entièrement d'accord avec vous. Le monde a changé depuis qu'en 1944, les Alliés mettaient au point la Charte des Nations unies. Le moment est venu de refléter ces

évolutions, car le Conseil de sécurité doit avoir toute la légitimité nécessaire pour assumer les fonctions de maintien de la paix et de la sécurité que la communauté internationale lui a confiées. La Seconde guerre mondiale était née en partie de l'échec des tentatives de mise au point d'une organisation de sécurité collective. Voulant en tirer les leçons, les Alliés ont pensé qu'il fallait disposer d'un organe collégial siégeant en permanence et capable de réagir vite et efficacement. C'est ainsi qu'ils ont créé le Conseil de sécurité.

Le système a été en grande partie bloqué par la guerre froide : l'affrontement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique paralysait le Conseil. Le tournant est venu avec la perestroïka. Alors, cet organe a recommencé à jouer un rôle utile dans le règlement des conflits : guerre Iraq/Iran, invasion du Koweït, crise yougoslave, Sahara occidental, pacification du Cambodge, génocide du Rwanda, sur tous ces sujets et sur bien d'autres, il a prouvé son efficacité.

Mais nous constatons des résistances. De grandes puissances sont tentées par l'action unilatérale. De grands pays émergents acceptent mal l'idée de se soumettre à des disciplines collectives. Des pays intermédiaires remettent en cause l'idée même d'un Conseil de sécurité, et plus encore d'un élargissement dont ils ne bénéficieraient pas.

Pour conforter l'institution, sa légitimité, ses moyens, il est nécessaire d'en ajuster la composition. De nouveaux membres permanents doivent être choisis, pour que les pays vers lesquels se tourne systématiquement la communauté internationale en cas de crise grave y soient toujours présents.

Qui devraient-ils être ? Le Japon et l'Allemagne, à l'évidence, tant sont essentielles les responsabilités qu'assument aujourd'hui ces deux pays. Mais aussi l'Inde, ce géant démocratique. Et enfin, un grand pays d'Amérique latine et un grand pays d'Afrique, qu'il revient à ces continents de choisir.

Une telle réforme devrait être parachevée par l'élargissement à de nouveaux membres non permanents, pour ne pas déséquilibrer l'ensemble. Je pense qu'il en faudrait autour de quatre. Les Nations unies discutent de ce sujet depuis des années sans aboutir. Pour des raisons compréhensibles, mais subsidiaires, les Etats affaiblissent ainsi une institution clé de cette gouvernance mondiale si nécessaire pour le XXIème siècle. Mon voeu, c'est que nous ayons la sagesse collective de comprendre qu'il est temps d'aboutir, et je m'emploie à en convaincre mes homologues.

Question : Au cours du 2ème millénaire, on a progressivement pris connaissance des moindres parcelles constitutives de la Terre. Pensez-vous qu'à la fin du 3ème millénaire, on connaîtra l'Univers comme on connaît la Terre aujourd'hui ?

Le Président : Notre connaissance de la Terre est bien loin d'être complète. Que l'on s'enfonce dans son sous-sol profond, que l'on s'élève dans son atmosphère turbulente, que l'on plonge au plus obscur des océans, que l'on pénètre dans une niche écologique, à chaque fois, nous avons des données et des repères mais aussi des lacunes et des incertitudes. Nous avons cependant atteint le stade où deux certitudes sont acquises.

La première est que la Terre est un tout : océan, atmosphère, calottes polaires, masses continentales, biosphère, autant de très lourds personnages qui agissent les uns sur les autres, brutalement ou subtilement.

Seconde certitude : la vie et l'atmosphère ne peuvent subsister l'une sans l'autre & leurs liens sont fragiles et, nous le discernons, le danger n'est jamais éloigné de l'optimal.

En 1900, on savait bien peu de choses de l'Univers. On ignorait pourquoi le soleil et les étoiles brillaient, on ignorait l'existence des galaxies. En quelques décennies, nous avons été capables d'imaginer une histoire de l'Univers. Dans une double dimension d'expansion à partir du Big Bang originel et d'agrégation en galaxies, étoiles et planètes. Sans aucun doute, ce scénario sera modifié et enrichi ou, peut-être, chassé un jour par un rival plus complet et cohérent. Pour l'heure, c'est toujours à partir de la théorie du Big Bang que se construisent les questions des scientifiques sur l'Univers. Qu'elles concernent les extraordinaires objets qui le peuplent -les trous noirs en particuliers- ou qu'elles imaginent son futur, l'expansion qui se poursuit ou qui cède la place à une contraction vers un Big Crunch final.

Alors, pour fonder à long terme la paix, comment la Terre ? Qui sera le prochain ?

Aiors, nous saura-t-il un siècle pour bien comprendre la Terre ? Oui, raisonnablement. Un millénaire sera-t-il suffisant pour comprendre l'Univers ? Raisonnablement cette interrogation n'a pas de réponse. Face à des problèmes difficiles qui mettent en réexamen des notions aussi fondamentales que le temps et l'espace, la matière et le vide, l'homme ne peut être que prudent et modeste. Mais en même temps, se rappelant sa capacité d'analyse, d'ingéniosité et d'imagination, démontrée quotidiennement, se rappelant les extraordinaires éclairs de génie, individuels (la relativité) ou collectifs (la mécanique quantique), qui ont bouleversé le ciel scientifique de notre siècle, il doit être fort et confiant.

Question : Votre parcours personnel est un message d'espoir pour bon nombre de personnes et démontre que beaucoup de choses sont possibles : si vous aviez un conseil à donner à un jeune au seuil du 3ème millénaire, que lui diriez-vous ?

Le Président : Je lui dirais que tout lui est possible, ce qui a toujours été vrai pour la jeunesse, mais qui l'est particulièrement pour tous ceux qui ont vingt ans en ce début de 3ème millénaire. Cela ne veut pas dire que nous vivons dans un monde facile. Comme vient de le montrer encore le rapport 1999 du Programme des Nations unies pour le développement, la mondialisation qui représente une explosion et une incroyable accélération des échanges humains et économiques, creuse également les inégalités : l'accès aux nouvelles technologies, par exemple, qui est l'un des moteurs principaux de cette mondialisation, est la chose du monde la moins partagée. C'est pourquoi il devient de plus en plus urgent d'établir des règles internationales pour maîtriser cette mondialisation, corriger les inégalités qu'elle aggrave, en bref la conjuguer sur un mode humaniste auquel nous sommes profondément attachés.

Dans ce contexte, l'adaptation, la compétition sont des réalités incontournables. Mais il n'empêche que ce qui est à construire, à imaginer est immense pour un jeune aujourd'hui. Un Français, un Anglais ou un Allemand de vingt ans sont bien sûr citoyens de leurs pays, mais aussi citoyens d'Europe. Les possibilités d'études, de rencontres, de travail ne cessent de s'élargir. Le rapport au travail lui-même se transforme toujours davantage, avec une plus large place accordée aux loisirs, à la vie familiale. Les possibilités d'épanouissement personnel sont plus nombreuses que jamais. C'est pourquoi je dirais aux jeunes d'avoir confiance mais aussi de se donner les moyens de cette confiance. Cela signifie qu'il faut acquérir des capacités par des études en prise avec le monde professionnel. Qu'il faut savoir se remettre en question et s'enrichir, en continuant à se former. Qu'il faut accepter de bouger, de changer d'horizon, en bref d'être ouvert à ce qu'offre la vie.

Je leur dirais encore que l'on ne peut construire le XXIème siècle qu'en affirmant avec force sa culture, son identité, ses valeurs, au premier rang desquelles le respect de l'autre, la tolérance, le souci de la liberté et de la dignité de chacun. L'éthique est peut-être la première exigence de la modernité.